



## La décomposition des USA s'accélère: soustraitance des 'changements de régime'

Par [Francisco Dominguez](#)

Mondialisation.ca, 15 mai 2020

[Public Reading Rooms](#) 14 mai 2020

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre USA OTAN](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

*Avant-hier, nous avons posté [un article](#) selon lequel le dernier coup d'État raté du Venezuela semblait trop bancal pour avoir été le fait des USA. Pour Scott Ritter, l'auteur, les conditions créées par l'abandon de forces anti-Maduro aux frontières du pays après le coup d'État raté précédent avaient suffi à aiguïser l'appétit d'un chasseur de prime, Jordan Goudreau, qui s'était fait fort, avec quelques complices, de former et d'entraîner ces hommes abandonnés à leur sort par les USA dans l'espoir de prendre Caracas et de remporter le gros lot, 212 millions de dollars ajoutés à la prime de Washington offerte pour la tête de Maduro (15 millions de dollars). Il aurait donc agi en franc-tireur, avec pour principal allié Juan Guaido. La théorie est plausible, mais quelques éléments peuvent l'affaiblir. Par exemple, comment se fait-il que Goudreau ait suivi presque à la lettre la [feuille de route-type](#) des coups d'État américains en Amérique Latine ?*

*Le texte qui suit incrimine les USA. Comme on le verra, cette théorie est encore plus plausible, avec même de nouveaux éléments des plus convaincants, mais elle suggère une dégradation telle des capacités des Américains actuels en matière de conception et de mise en œuvre de coups d'État - une « politique étrangère » dont ils sont pourtant experts - que les bras nous en tombent. L'invasion de [la Baie des Cochons](#), pourtant délibérément promise à la catastrophe (la CIA ayant volontairement planifié un ratage pour obliger Kennedy à une intervention militaire américaine de grande échelle à Cuba au prétexte de « sauver les insurgés en danger »), avait nettement plus de chances de réussir que l'« Opération Gedeon » de Goudreau, avec ses allures de mauvaise série télé hollywoodienne.*

*Comme nous le disions avant-hier, où est la CIA d'antan ?*

(NDT : Entelekheia.fr)

---

Le 3 mai dernier, une bande de mercenaires menée par des soldats de fortune américains de type Rambo, a tenté de débarquer dans la ville côtière de Macuto, dans l'État de La Guaira, sur la côte caraïbe du Venezuela, dans le cadre d'une opération dite « Gedeon ».

Leur chef, l'« entrepreneur » Jordan Goudreau, PDG de la « société de sécurité » américaine SilverCorp, a expliqué en toute franchise, dans une interview avec Patricia Poleo, journaliste d'opposition vénézuélienne d'extrême droite basée à Miami, que l'objectif de leur incursion

militaire contre la nation sud-américaine était d'attaquer le palais présidentiel afin de renverser le gouvernement du président Nicolas Maduro et d'installer un gouvernement de facto dirigé par Guaidó. Goudreau a affirmé avoir déployé une force de 300 mercenaires pour mener à bien cette « mission » militaire.

Les mercenaires ont reçu un entraînement dans au moins trois camps à Riohacha, en Colombie, avec le soutien total du gouvernement colombien, qui a déclaré explicitement son désir de renverser le gouvernement du président Maduro. Leurs besoins logistiques de toutes sortes ont été résolus par un narcotrafiquant paramilitaire bien connu, Elkin Javier López Torres, alias « Doble Rueda » 1, membre dirigeant du cartel de la drogue La Guajira, qui a offert son propre ranch pour accueillir les mercenaires et financé tous les frais de préparation de Gedeon. Il serait impossible pour Doble Rueda, ou tout autre baron de la drogue colombien, de s'engager et de participer avec succès à une aventure politique aussi importante sans l'approbation, le soutien et la collaboration du gouvernement colombien. Il n'y a rien d'étonnant à cela : C'est le cartel de la drogue colombien Los Rastrojos qui a offert une protection armée à Juan Guaidó après qu'il ait franchi illégalement la frontière pour assister au concert de Cucuta, organisé par Richard Branson en février 2019. Après quoi Los Rastrojos se sont pris en photo avec Guaidó et l'ont remis à la garde présidentielle colombienne, qui l'a emmené dans l'hélicoptère présidentiel qui allait le conduire au concert.

Ce qui est encore plus étonnant, c'est que Goudreau a montré à la caméra le contrat de services pour lequel il allait être payé 212 millions de dollars US, « plus d'autres dépenses » (nous y reviendrons plus tard), signé par lui-même, le « président intérimaire autoproclamé » Juan Guaidó, Juan José Rendon, Sergio Vergara, et enfin Manuel Retureta comme témoin.

Autrement dit, Juan Guaidó et des membres-clés de son cabinet ont fait appel aux services d'une société de mercenaires pour lancer une attaque militaire contre le palais présidentiel de Caracas, kidnapper et/ou assassiner le président Maduro, assassiner également des membres-clés du gouvernement bolivarien tels que le président de l'Assemblée nationale constituante et chef du PSUV, Diosdado Cabello, Vladimir Padrino López, commandant en chef des forces armées, Delcy Rodriguez, vice-président du Venezuela et d'autres hauts fonctionnaires et dirigeants politiques chavistes.



*Jordan Goudreau, Rambo du pauvre et « cerveau » de l'opération, dont l'évident souci de son physique permet d'imaginer l'intelligence tactique. Photo Mexicanist.com, NdT*

JJ Rendon, un vénézuélien d'extrême droite spécialiste de la propagande dite « noire », a été conseiller du candidat à la présidence Henrique Capriles, des présidents colombiens Alvaro Uribe et Juan Manuel Santos, d'Enrique Peña Nieto (Mexique), et de quelques autres politiciens de haut niveau de droite. Rendon a signé le contrat en sa qualité de haut commissaire présidentiel à la stratégie générale et à la gestion des crises ; Vergara, membre du parti d'extrême droite Voluntad Popular, bras droit de Guaidó et responsable de son cabinet fantôme, a signé en tant que haut commissaire présidentiel à la gestion des crises ; Retureta, le témoin, a été l'avocat de la défense du chef paramilitaire colombien Salvatore Mancuso ; de Dámaso Lopez, bras droit du chef du cartel de la drogue de Sinaloa Chapo Guzman ; de Tony Hernandez, frère du président hondurien Juan Orlando Hernandez,

condamné par un juge fédéral américain pour trafic de drogue à grande échelle ; et de Fabio Lobo, fils de l'ancien président hondurien. Lobo fils est condamné à 24 ans de prison aux États-Unis pour trafic de drogue (Retureta est connu comme l'avocat des « trafiquants de drogue »). C'est l'avocat personnel de JJ Rendon.

### L'attaque des mercenaires

Un objectif stratégique de l'incursion des mercenaires était de créer des distractions afin de détourner l'attention des forces militaires et policières du Venezuela, de manière à faciliter leurs plans, qui consistaient à conduire plusieurs SUV avec des mitrailleuses sur leurs toits (à la Daesh) jusqu'au centre de Caracas, à une heure de distance, pour à la fois attaquer le palais présidentiel et sécuriser l'aéroport Simon Bolivar à Maiqueitía. Pour faire diversion, une fausse confrontation entre gangs criminels du quartier pauvre et peuplé de Petare a été organisée dans le but de détourner des forces militaires et policières cruciales des zones côtières. C'est ce qu'a avoué dans [une vidéo](#) José Alberto Socorro Hernandez, alias « Pepero », un trafiquant de drogue vénézuélien qui, dans la vidéo, a admis être un agent de la DEA [Drug Enforcement Administration, l'agence de lutte anti-drogue des USA, NdT] et a déclaré « La DEA m'a demandé de semer le chaos dans plusieurs quartiers pauvres de Caracas. La DEA m'a demandé de contacter des trafiquants de drogue, et de les menacer pour qu'ils collaborent ». Pepero poursuit en disant qu'il a engagé le chef de gang de Petare « Wilaxis » afin de simuler une confrontation armée entre gangs avec des armes de guerre, mais sans faire de victimes. Si quelqu'un a des liens étroits avec les trafiquants de drogue, c'est bien la DEA. Le président Maduro en a correctement conclu que la DEA semble avoir été en charge des aspects opérationnels et logistiques de Gedeon. 2

Pour couronner le tout, il s'est avéré que la société de Goudreau a fourni des services de sécurité dans le cadre de la garde personnelle du président Donald Trump lui-même. Goudreau « avait été présenté à Keith Schiller, garde du corps de longue date du président Trump, et l'avait accompagné à une réunion à Miami avec des représentants du leader de l'opposition vénézuélienne Juan Guaidó en mai 2019 ». 3 De plus, Goudreau était responsable de la sécurité du « concert » de février à Cucuta, organisé par Branson, qui visait à faire entrer par la force une soi-disant « aide humanitaire » au Venezuela, en recherchant une confrontation militaire afin de justifier une intervention extérieure militaire américaine.

L'ensemble des liens et connexions de l'incursion des mercenaires a commencé à se dessiner lentement, mais inexorablement. Comme toutes les pistes du complot menaient à Bogota et finissaient invariablement à Washington DC, le président Nicolas Maduro a accusé les gouvernements américain et colombien d'être derrière l'incursion des mercenaires. Comme prévu, les présidents Trump et Duque ont vigoureusement nié toute implication. Dans une interview télévisée, Rendon a admis avoir signé le contrat, qu'il a qualifié d'« exploratoire », mais a nié que Guaidó l'ait signé. Guaidó lui-même a nié l'avoir signé, même si le monde entier a pu voir le contrat avec sa signature. 4

Trois navires de guerre transportant de grandes quantités de munitions lourdes appartenant à la marine colombienne, et qui avaient certainement été abandonnés par des mercenaires en fuite se sont retrouvés au Venezuela. Ils ont été saisis par les autorités militaires vénézuéliennes. La marine colombienne a publié une déclaration « expliquant » que les navires de guerre s'étaient retrouvés dans les eaux territoriales vénézuéliennes parce qu'ils y avaient été entraînés par des courants marins. 5 Le président Maduro a déclaré publiquement que dès que le gouvernement colombien le demanderait officiellement, son

gouvernement les rendrait immédiatement.

Le 29 avril, Pompeo a annoncé que James Story, ambassadeur des États-Unis au Venezuela et tout son personnel, qui maintiennent une ambassade américaine virtuelle au Venezuela depuis Bogota, en Colombie [l'ambassade américaine officielle ayant été chassée de Caracas au printemps dernier, NdT], « déménageraient bientôt à Caracas ». Le lendemain (30 avril), le criminel de guerre Elliott Abrams, envoyé spécial des États-Unis pour le Venezuela, a twitté « La transition au Venezuela arrive ». Et le tristement célèbre John Bolton a annoncé dans un message sur Twitter (30 avril) « Le matin arrive au Venezuela – encore une fois ». Des tweets similaires ont été postés par d'éminents opposants tels qu'Ivan Simonovis, nommé par Guaidó à la Maison Blanche pour les questions de défense : « Ce qui arrive est inévitable et imparable ». C'était un ou deux jours avant l'attaque des mercenaires. Les États-Unis étaient clairement au courant.

Comme cela a été largement rapporté, l'attaque des mercenaires a échoué parce qu'elle a été stoppée net par les forces armées boliviennes, avec un affrontement avec un contingent de mercenaires dans l'un des bateaux, dans la petite ville côtière de Macuto, qui a entraîné la mort de 8 d'entre eux le 3 mai. Le 5 mai, 8 autres mercenaires ont été capturés par les habitants de Chuao, un petit village de pêcheurs de l'État d'Aragua. L'image d'un pêcheur noir membre de la milice populaire de Chuao pieds nus, tenant un pistolet dans sa main droite, soutenu par la communauté et quelques policiers municipaux, ordonnant aux mercenaires de lever les bras pour se rendre était symbolique. À Chuao, les mercenaires capturés, dont deux mercenaires américains, Luke Denman et Airan Berry, ont été attachés les uns à côté des autres. Cela symbolise de façon poignante la lutte du Venezuela contre une puissance mondiale forte, mais immorale. Denman et Berry sont tous deux apparus sur des vidéos confirmant les buts principaux de l'Opération Gedeon, notamment la sécurisation de l'aéroport en attendant l'arrivée d'un avion censé emmener le président Maduro aux États-Unis après sa capture. Berry a déclaré que l'une des tâches consistait à tuer le président Maduro. 6 Lorsqu'on a demandé à Denman de qui il recevait des ordres, il a répondu « de Jordan Goudreau » et lorsqu'on lui a demandé qui donnait les ordres à Goudreau, il a répondu « le président Donald Trump ».

Ces derniers jours, plus de mercenaires ont été nettoyés par les forces de sécurité vénézuéliennes, les milices et les communautés au cours d'une alerte nationale et, bien que Dieu sait ce que Trump and Co réservent encore au Venezuela, l'opération Gedeon a été vaincue et écrasée par ce que le président Maduro appelle la « fureur bolivarienne ».

Qui est réellement derrière tout cela ?

Il serait impossible que des camps d'entraînement pour un tel nombre de mercenaires opèrent en Colombie sans que le gouvernement en soit informé et sans son accord, a fortiori avec la collaboration de puissants caïds de la drogue, pour laquelle les connexions dont dispose la DEA en Colombie et ailleurs sont très pratiques. Malgré la présence massive de l'armée américaine (au moins 10 bases militaires établies en 2009, chargées de lutter, précisément, contre le trafic de drogue), l'entraînement s'est poursuivi sans être détecté. De plus, la DEA n'aurait pas été aussi coopérative sans le feu vert du Département d'État et du président Trump lui-même pour l'Opération Gedeon. Guaidó et son entourage corrompu suivent les ordres du bailleur de fonds yankee qui non seulement les finance, mais les possède. 7 Il semble donc que la ligne de commandement de toutes les opérations terroristes contre le Venezuela bolivarien en provenance de Colombie, d'après la hiérarchie en place, puisse être remontée jusqu'aux quatre cavaliers de l'apocalypse : Abrams,

Pompeo, Pence et Trump. Cela a dû être le cas avec Gedeon. En outre, il est impossible que Guaidó ait pris des engagements financiers aussi importants avec SilverCorp sans avoir consulté et obtenu l'autorisation spécifique des États-Unis et en particulier de Steven Mnuchin, Secrétaire américain au Trésor, l'organisme qui gère tous les fonds vénézuéliens confisqués illégalement.

La caractéristique apparemment déroutante de l'Opération Gedeon est le déploiement d'environ 60 à 70 mercenaires pour une série de tâches – si l'on suit tous les détails du planning à entreprendre si Gedeon réussissait – qui n'auraient pas pu être exécutés par un si petit nombre d' « insurgés » face à des forces armées et policières bolivariennes bien armées, bien entraînées, bien équipées et pleinement alertes et mobilisées, complétées par une milice populaire d'environ 3,5 millions de personnes. Ce scepticisme reste de mise même si le nombre de mercenaires s'élevait à 300, comme le prétend Goudreau.

Cela a permis aux médias grand public occidentaux de présenter l'opération Gedeon comme le résultat du caprice narcissique et de l'ambition financière d'un fou, Jordan Goudreau. À cet égard, le pire a été un article de l'AP du journaliste Joshua Goodman qui, dans un compte rendu extrêmement long de toute la saga, cherche désespérément à la fois à « démontrer » l'absence de lien avec Duque et Trump et à nous convaincre que Guaidó et cie, après avoir entamé des pourparlers « exploratoires » et même rédigé un « projet de contrat », avaient abandonné le projet avec Goudreau. Goodman affirme que « les envoyés de Guaidó, y compris Toledo, ont mis fin au contact avec Goudreau après la réunion de Bogota parce qu'ils pensaient qu'il s'agissait d'une mission suicide, selon trois personnes proches du chef de l'opposition. » 8 Julian Birger, Joe Daniel Parkin et Chris McGreal du *Guardian* se sont fait l'écho de ce récit et ont monté une solide défense de Guaidó, qui selon eux, aurait déclaré « que si le président vénézuélien laissait l'opération se dérouler en sachant cela, il aurait du sang sur les mains ». 9 Et la BBC a soutenu que « Guaidó a nié avoir quoi que ce soit à voir avec Goudreau. Dans une déclaration, il a déclaré qu'il n'avait « aucune relation ni responsabilité pour les actions » entreprises par l'ancien combattant américain. 10

Ces deux « bastions » de la lutte pour la démocratie, plutôt que de condamner une attaque criminelle et illégale de mercenaires contre une nation souveraine, se retrouvent, bien que de manière sournoise, du côté des criminels.

Ainsi, la plupart des médias grand public ont, de façon presque monolithique, répété le même récit. Il s'agissait d'un gros effort visant à détourner l'opinion publique internationale de Trump, Duque, la DEA et si possible Guaidó. On a l'impression que les médias grand public de tout l'Occident se conforment rigoureusement aux exigences de communication du Département d'État des USA, qu'elles soient explicites ou non.



*Bases militaires des USA et de l'Otan en Amérique Latine et aux Caraïbes.*

La faisabilité de l'Opération Gedeon prend un tout autre aspect lorsque d'autres facteurs contextuels sont pris en compte. Premièrement, non seulement La Guaira se trouve à une heure de route de Caracas (l'aéroport à sécuriser par les mercenaires est encore plus proche), mais Juan Guaidó a été élu à l'Assemblée nationale pour l'État de Vargas, où se trouve La Guaira. 11 Après l'attaque du palais et l'enlèvement (ou l'assassinat) du président Maduro, le plan prévoyait l'arrivée par avion de forces mercenaires chargées de prendre le contrôle de la ville de Macuto, et d'une junte dite du « gouvernement patriotique de restauration » dirigée par Juan Guaidó, qui proclamerait le Venezuela « territoire libéré » et appellerait à la reconnaissance de la « communauté internationale », engendrant une reconnaissance immédiate par le gouvernement américain et tous ses vassaux en Amérique Latine, à commencer par la Colombie et, probablement, l'Union Européenne.

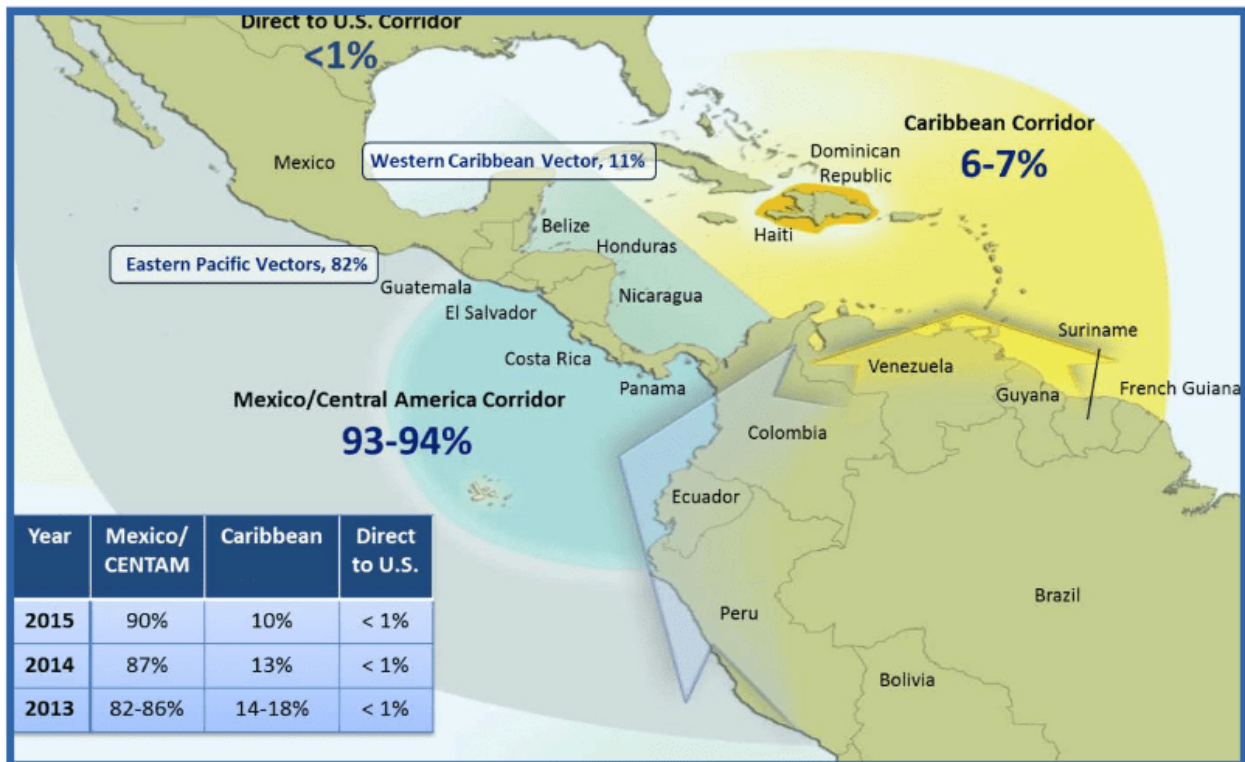
Il est presque certain qu'une frénésie médiatique enivrante s'ensuivrait, « rapportant » la chute de Maduro, saturant les ondes d'images d'affrontements, de cadavres, de sang et de « résistance héroïque des combattants de la liberté », avec Guaidó lançant un appel passionné pour qu'une aide étrangère soit rapidement fournie, probablement via la flotte

aérienne et maritime anti-drogue dirigée par les États-Unis et déployée récemment par Trump dans la mer des Caraïbes (qui comprend des navires de guerre des Pays-Bas, de France et du Royaume-Uni). 12 [Nous autres Français devrions être effarés par cette affirmation. Macron a-t-il failli nous entraîner dans un coup d'État illégal au regard du Droit international, et dont les suites pouvaient s'avérer génocidaires s'il avait réussi, pour faire plaisir à Trump ? Le porte-hélicoptères Dixmude a effectivement [été envoyé aux Antilles, au large du Venezuela](#), dans le cadre officiel de l'Opération Résilience de lutte contre le Covid-19, NdT].

En troisième lieu, d'où devait venir l'avion qui devait emmener le président Maduro aux États-Unis ? Les États-Unis ont non seulement dix bases militaires en Colombie, mais aussi des installations militaires à Aruba, Curaçao, et ils ont récemment obtenu le contrôle de la base militaire brésilienne d'Alcántara, ainsi que d'installations militaires dans les îles Galapagos, en Équateur, et de nombreuses autres bases dans les Petites Antilles. Si l'on ajoute à cela les bases de l'OTAN dans la région, le Venezuela est complètement encerclé par des installations militaires hostiles. La flotte aérienne et maritime combinée dirigée par les États-Unis, déployée sur la base d'un faux prétexte visant à « couper les liens entre le gouvernement vénézuélien et les trafiquants de drogue », a été instaurée après une mise en accusation par le procureur général américain Bill Warren 13 du président Maduro et de son gouvernement pour trafic de drogue et terrorisme, afin de créer un scénario légitimant et récompensant généreusement, de par la loi, toute tentative de capture du président Maduro et d'autres hauts fonctionnaires du gouvernement bolivarien, comme en 1989 au Panama avec Manuel Noriega. 14

Le Département de la justice a organisé un show médiatique sous la direction du président Trump, et accusé le président Maduro et quatorze hauts fonctionnaires vénézuéliens de s'être prétendument associés aux FARC pour instrumentaliser la cocaïne et en « inonder » les États-Unis ». 15 Aussi incroyable que cela puisse paraître, pendant tout le show médiatique, toutes sortes d'intervenants, dont le président Trump et Barr, ont fustigé le trafic de drogue dans des déclarations enflammées, sans mentionner une seule fois la Colombie. La mise en accusation de Bill Warren a eu lieu à peine un mois avant que les forces mercenaires ne soient lâchées contre le Venezuela. C'est comme si, dans le Far West, les États-Unis avaient offert une prime de 15 millions de dollars pour toute information menant à la capture de Nicolas Maduro.

**(U) Figure 4. Cocaine Movement North from South America in 2016.**



Source: U.S. Government Database of Drug Movement and Seizure Events

*Passages de la cocaïne de l'Amérique du Sud vers le Nord en 2016. Source : Base de données des passages de drogue du gouvernement des USA.*

La qualification américaine du Venezuela de « narco-État » (répétée à l'envi par certains médias) est non seulement fautive mais contredit catégoriquement les propres rapports de la DEA, dont les données l'amènent à conclure que « 92 % de la cocaïne saisie aux États-Unis provient de Colombie ». 16 Pire encore, depuis 2009, date de l'installation des sept bases militaires américaines supplémentaires en Colombie pour lutter contre la production et le trafic de cocaïne, ces deux problèmes se sont massivement aggravés selon la DEA elle-même, institution dont les données démontrent également que 82% de la cocaïne produite en Colombie atteignent les États-Unis par l'océan Pacifique. 17 Les chiffres et tendances correspondent dans l'ensemble aux données officielles de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Le Venezuela n'a pas d'accès géographique au Pacifique.

Le harcèlement, l'agression et les sanctions criminelles des États-Unis contre le Venezuela se sont intensifiés pendant la pandémie parce que les stratèges américains pensent que les complications, les dépenses supplémentaires, le verrouillage et la dislocation que le Covid-19 entraîne dans son sillage sont susceptibles d'être propices à la mise en œuvre d'opérations réussies de « changement de régime ». Il faut également tenir compte du fait que le Venezuela a obtenu une reconnaissance internationale pour l'efficacité de son programme de contrôle de la pandémie (voir l'article de Francisco Dominguez à ce sujet dans Transform N°8), ce que Washington trouve intolérable et qui n'est donc pas rapporté dans les médias grand public mondiaux.

Ainsi, une coalition a été mise sur pied pour mener à bien l'attaque mercenaire, qui a dû recevoir l'aval de Washington, la DEA étant chargée de ses aspects opérationnels et logistiques, ce qui a impliqué des décideurs de niveaux élevés aux États-Unis, le gouvernement colombien et ses groupes para-étatiques, y compris des trafiquants de



drogue paramilitaires bien connus (Doble Rueda), SilverCorp, Guaidó, son proche entourage (JJ Rendon et al), et des petits délinquants de Caracas poussés par des agents locaux de la DEA. Toutes ces personnes étaient plus ou moins rétribuées, de haut en bas, par de vastes sommes provenant du commerce de cocaïne en Colombie. 18

Quels étaient leurs objectifs politiques ?

Les spéculations sur le rôle central que des forces militaires étrangères importantes allaient être amenées à jouer pour soutenir l'attaque des mercenaires sont pertinentes et valables, si l'on considère le plan complet de « changement de régime » impliqué par le contrat Guaidó-Goudreau, d'autant plus que le cadre juridique et politique d'une frappe militaire contre le président Maduro avait été créé par le Département de la justice US. Les annexes du contrat Guaidó-Goudreau publiées prévoient des tâches à accomplir, après la réussite du coup d'État, si énormes et si multiples qu'elles ne pouvaient être accomplies si les putschistes n'avaient pas disposé d'une force militaire d'invasion massive. Le plan prévoit le démantèlement complet de l'État vénézuélien, brique par brique, jusqu'à sa démolition totale. Compte tenu de la taille et de l'engagement du chavisme et de ses milliers de comités locaux, d'organisations de base, de syndicats, d'associations féminines, de sa milice populaire forte de 3,5 millions de personnes, de ses forces armées, etc, le démantèlement de l'État bolivarien nécessiterait une gigantesque purge sociale et politique impliquant des massacres à un niveau qui ferait ressembler Pinochet à un amateur. Les 41 pages des annexes du contrat Guaidó-Goudreau 19 stipulent, entre autres, que la force militaire aux commandes - Goudreau - après le « changement de régime » réussi, doit rester pour une période préliminaire de 450 jours, un an et demi, renouvelable en fonction de l'évolution de la situation dans le pays. En bref, les plans américains pour le Venezuela sont la démolition totale et complète de l'État bolivarien. Une tâche pour laquelle Goudreau allait être payé, pour commencer, 212 millions de dollars US.

Dans l'annexe (page 3), il est fait mention d'un groupe d'investisseurs qui rassemblerait les 212 millions de dollars, mais comme cette somme ne serait pas immédiatement disponible, Goudreau demanderait un prêt bancaire pour financer les opérations préliminaires, que Guaidó engagerait son gouvernement à rembourser avec un intérêt de 55%. Si la mission avait été accomplie, Goudreau aurait en outre reçu une prime supplémentaire d'environ 10 millions de dollars US.

La force militaire mercenaire se constituerait en une Force d'intervention militaire qui serait sous le commandement direct de Guaidó, mais elle exercerait une autorité militaire sur toutes les forces militaires et policières existantes, et sur l'ensemble de la fonction publique. Ainsi, en vertu du contrat Guaidó-Goudreau, Guaidó serait devenu l'entité la plus puissante du pays.

La Force d'intervention déclarerait hostiles certaines forces militaires (militaires, navales, aériennes, policières, etc., conventionnelles et non conventionnelles) associées à la Vème République (page 8) et qui ont émergé et évolué avec la Constitution de 1999 et la Révolution bolivarienne. Celles-là devaient être « neutralisées », c'est-à-dire assassinées. En outre, toute force militaire fidèle à Maduro dans l'éventualité d'une résistance, devait être éliminée (sic). Parmi les personnages-clés à éliminer figure Diosdado Cabello, et les forces qui lui sont loyales ainsi qu'à Maduro seraient déclarées hostiles et également éliminées (page 9).

Une décision de Guaidó (page 9) comme stipulé dans le contrat, autorise Goudreau à

ordonner et à approuver toute attaque militaire et à engager toutes hostilités qu'il juge nécessaires, contre des groupes tels que les troupes non conventionnelles, tout bâtiment privé ou public, installations de stockage d'armes, routes, autoroutes, médias, et à ordonner des attaques contre les bâtiments associés au gouvernement de la Vème République déclarés hostiles (page 7). Ainsi, par exemple, un bâtiment du Programme de logement où opère un comité culturel local peut être déclaré hostile, et être attaqué afin d'être éliminé. Il en va de même pour des milliers de locaux de ce type dans tout le pays qui abritent des syndicats, des conseils communaux, des comités locaux, des coopératives, etc. C'est-à-dire qu'en vertu du contrat Guaidó-Goudreau, l'ensemble du mouvement chaviste ou tout ce qui peut lui ressembler peut, aux yeux racistes d'un mercenaire gringo à la Rambo, être une cible militaire à éliminer. On peut imaginer des Vénézuéliens d'extrême droite « guidant » les membres de la Force d'intervention pour qu'ils attaquent à peu près n'importe quelle cible, comme ils l'ont eux-mêmes fait tant de fois au cours de leurs guarimbas : centres de santé, écoles, universités, maisons de la Mission Logement, crèches, et brûler vifs les personnes à la peau sombre. Guaidó, autorise en outre la Force d'intervention à utiliser toute arme mortelle, y compris des mines antipersonnel ou d'autres types de mines.

La page 15 autorise la Force d'intervention à arrêter tout civil « impliqué dans une activité criminelle » interférant avec une mission militaire de la Force d'intervention ou qui figure sur une liste de personnes à arrêter pour des raisons de sécurité, y compris même les prêtres.

En page 20 du contrat, confirmant à quel point l'état d'esprit des néocons américains l'a influencé, figure « Tout partisan ou membre des organisations terroristes internationales suivantes, ou tout groupe/cellule/installation qui y sont associés : L'Armée de libération nationale colombienne, les FARC, les cartels de la drogue, Al Qaïda, le Hezbollah, le Hamas, les Talibans et une dizaine d'autres organisations du Moyen-Orient sont considérées comme hostiles et sont donc des cibles pour la Force d'intervention (page 20).

Toutes formes de troubles, manifestations, marches, etc, seraient traitées par la force comme suit : d'abord un appel à s'arrêter, puis un déploiement d'armes montrant l'intention de les utiliser, un coup de feu tiré en guise d'avertissement et, en cas de refus d'obtempérer, la menace ou les troubles sont « éliminés ». Tout civil peut être arrêté et fait prisonnier, sans aucun recours légal. Le contrat stipule que la Force d'intervention peut faire usage de force à tout moment, même de force létale. La Force d'intervention assumerait également la sécurité de Guaidó et de son entourage, de ses assistants et du gouvernement putschiste. De plus, (page 21), le contrat accorde « tous privilèges, exemptions et immunités » pour l'usage de force létale comme vous le feriez « pour la force de sécurité de n'importe quel pays », en amont de la perpétration des attaques militaires annoncées de la Force. Le contrat accorde également à la Force et à ses membres d'entrer et de sortir du pays sans passeport. Ils sont exemptés des protocoles de visa, il leur suffit de montrer leur carte de membre du personnel de SilverCorp et pour voyager, ils n'auraient besoin que d'une autorisation écrite de Goudreau (page 24). SilverCorp n'est pas responsable de la destruction ou de la perte de vies humaines dans l'exécution de la mission prévue dans le contrat. En cas de litige avec les États-Unis, le Venezuela ou toute autre source, l'État vénézuélien de Guaidó couvrirait tous les coûts et, en cas de litige, Guaidó les indemniserait (page 38).

Si un membre de la Force d'intervention est blessé, tué ou arrêté, Guaidó s'engage à l'indemniser en versant 450 000 dollars US à son plus proche parent (ce qui signifie que, comme Berry et Denman ont été capturés, Guaidó doit déjà 900 000 dollars US à la

SilverCorp de Goudreau). Et si un membre du groupe de travail perd un membre ou la vue pendant l'exécution de la mission, il recevra 250 000 dollars US (page 28).

La chaîne de commandement dans le gouvernement putschiste de Guaidó prévu serait la suivante : Juan Guaidó, commandant en chef ; Sergio Vergara, superviseur général du projet ; Juan Jose Rendon, stratège en chef ; Commandant sur le terrain, à déterminer. En d'autres termes, l'appareil institutionnel démocratique de la République bolivarienne aurait été simplement pulvérisé par un gouvernement de facto voyou soutenu militairement par une bande de mercenaires américains voyous, très probablement avec la collaboration de forces militaires « amies » invitées, au moins des États-Unis et de la Colombie. Une bande de 300 mercenaires n'a aucune chance de mener seule à bien une tâche aussi gigantesque que le démantèlement de l'appareil d'État bolivarien. Comme lors du bref coup d'État d'avril 2002 contre Hugo Chavez, toutes les institutions de l'État (Assemblée nationale, Cour suprême, Conseil national électoral, tous les ministères, le médiateur, le gouvernement, la Constitution, la souveraineté nationale, etc), seraient simplement dissoutes. La différence avec 2002 est que cette fois, leur dissolution aurait été effectuée par la force militaire suivie de l'élimination massive des chavistes.

### Le Bolivarisme contre la barbarie

Le président Maduro et le gouvernement bolivarien ont répondu à cette énième attaque de mercenaires inspirée par les États-Unis, et probablement financée par eux, avec calme et efficacité militaire. Au moment où nous écrivons ces lignes, les réseaux sociaux rapportent que plus de 37 mercenaires ont été arrêtés et qu'une recherche intensive dans tout le pays, mais surtout dans les régions de La Guaira, Aragua et sur toute la côte des Caraïbes, se poursuit, avec la frontière avec la Colombie maintenue sous surveillance étroite. Ils ont également réagi en disant la vérité et en informant pleinement leur peuple et le monde par le biais de diverses conférences de presse à la télévision nationale, à l'intention des journalistes du monde entier. Le président Maduro lui-même a mené l'offensive de la vérité et il est clair que quel que soit le niveau de cynisme et le manque de scrupules de Trump, Pompeo, Abrams et autres, il ne fait aucun doute qu'ils ne s'attendaient pas à une issue aussi rapidement favorable à Maduro. Ils ne s'attendaient probablement pas non plus à une défaite aussi écrasante et humiliante pour les mercenaires américains. Le gouvernement bolivarien a déjà déposé une accusation formelle contre les États-Unis devant la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye pour toutes ses agressions, sanctions et menaces. A la télévision nationale, le président Maduro a demandé au ministre des affaires étrangères Jorge Arreaza d'ajouter des accusations d'implication du gouvernement américain dans la récente attaque de mercenaires. Une autre accusation à la CPI sera présentée par le gouvernement vénézuélien contre le président Duque et son gouvernement pour sa participation indéniable à l'aventure criminelle à la Rambo de Goudreau.

C'est essentiel, car la diplomatie du gouvernement bolivarien a conduit à une collaboration fructueuse avec divers organes des Nations Unies, dont la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme Michelle Bachelet, et aussi avec la Croix-Rouge internationale, l'OMS, ainsi qu'avec de puissantes voix internationales telles que le Mouvement des non-alignés, plusieurs pays d'Amérique latine, la Russie, la Chine et bien d'autres encore. En outre, le Venezuela bénéficie du soutien de la solidarité mondiale des fédérations syndicales internationales, de partis politiques de masse partout dans le monde, en particulier en Amérique latine, de mouvements sociaux, d'intellectuels et d'organismes de solidarité. Au cours des quelques jours qui ont suivi l'attaque des mercenaires, des centaines de messages de soutien sont arrivés de partout dans le monde.

Ce qui est dégoûtant est le silence écœurant de l'Union Européenne, qui a adopté une position très négative, au cours de la dernière décennie, en se laissant mener par les vues de la politique étrangère de Washington sur le Venezuela. Elle a sciemment adopté un point de vue biaisé sur les violences des forces d'extrême droite dirigées par les États-Unis lors de leurs tentatives d'éviction du gouvernement démocratiquement élu du Venezuela, en 2014 et 2017. L'UE a fait semblant de ne pas voir Guaidó collaborer avec des bandes criminelles de paramilitaires narcotrafiquants colombiens en février 2019, lors du concert organisé par Branson à Cucuta. Pire encore, l'UE n'a pas condamné la tentative de coup d'État menée par Juan Guaidó et Leopoldo le 30 avril 2019. À l'époque, les références de Juan Guaidó étaient déjà douteuses, puisqu'il n'a jamais été élu, ni même présenté comme candidat à la présidence. Pourtant, la plupart des gouvernements européens ont reconnu son auto-proclamation tout à fait inconstitutionnelle en tant que « président intérimaire », alors que cette inconstitutionnalité aurait dû suffire pour que les gouvernements européens refusent cette reconnaissance. Aujourd'hui, Guaidó engage des mercenaires dans le but explicite et écrit de kidnapper un chef d'État et de l'assassiner, en prélude à l'instauration d'une dictature militaire de facto organisée pour éliminer tout un courant politique par l'utilisation de la force létale, dans ce qui est considéré comme un génocide en Droit international. Est-ce que l'UE se décompose politiquement en plus de s'effondrer ?

## Conclusion

Les États-Unis poursuivent leur politique de « changement de régime » par des moyens violents contre le Venezuela mais continuent d'échouer. L'attaque des mercenaires a clairement suivi une longue période de gestation, puisqu'elle a inclus l'inculpation par le Département américain de la justice du président Maduro et de hauts fonctionnaires de son gouvernement pour trafic de drogue et narco-terrorisme, afin de créer les conditions panaméennes censées faciliter une intervention militaire américaine. Cependant, ils savent que le Venezuela n'est pas le Panama et que les États-Unis de 2020 sont de plus en plus l'ombre de ce qu'ils étaient en 1989. Mais l'impérialisme américain persistera et signera parce qu'il a désespérément besoin de mettre la main sur les plus grands gisements de pétrole et d'or de la planète [qui sont au Venezuela, NdT] mais, plus important encore, parce que la résistance du Venezuela est un obstacle majeur dans ses efforts pour réaffirmer pleinement son hégémonie, ce qui le mettrait en meilleure position pour faire face au formidable défi chinois.

Par conséquent, notre solidarité avec l'héroïque peuple vénézuélien doit être entière, et nous devons exiger, en écho à des voix internationales telles que celles du Secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres, et du pape François la suspension immédiate des sanctions américaines contre le Venezuela pendant la pandémie, afin de permettre à ce pays d'effectuer des transactions financières pour acheter des denrées alimentaires, des médicaments et des équipements sanitaires essentiels pour lutter contre la pandémie et continuer à sauver des dizaines de milliers de vies. [Nous pourrions même demander que les sanctions contre le Venezuela soient levées tout court, pandémie ou pas, NdT]

Le mouvement international du travail devrait demander aux États-Unis de cesser de s'ingérer dans les affaires intérieures du Venezuela, une nation pleinement souveraine et fière, et exiger la restitution immédiate et inconditionnelle de tous les biens et ressources illégalement confisqués à l'État vénézuélien par l'administration Trump. Au 12 mai 2020, les États-Unis comptent environ 1,4 million de personnes infectées par le Covid-19, avec plus de 80 000 décès, soit plus que les décès des Marines américains de toute la guerre du

Vietnam, tandis que le Venezuela compte pour sa part 422 cas d'infection, avec 10 décès. C'est un argument en faveur d'un abandon des efforts de « changement de régime » inutiles et criminels contre le Venezuela par les États-Unis, qui devraient plutôt se concentrer plutôt sur le sauvetage des vies américaines, et laisser le Venezuela continuer à sauver des vies vénézuéliennes.

Cela s'applique également à l'Europe, où les banques et les institutions financières conservent illégalement des actifs vénézuéliens à hauteur de plus de 5 milliards de dollars (notamment l'or vénézuélien de la Banque d'Angleterre). Ils devraient être immédiatement et inconditionnellement restitués à leurs propriétaires légitimes, l'État et le peuple du Venezuela.

Il n'y a aucune justification juridique ou politique au monde à la poursuite de la politique intenable de reconnaissance de Juan Guaidó comme « président intérimaire » du Venezuela par l'UE, alors qu'elle travaille de facto avec le gouvernement du président Maduro – surtout maintenant que le bilan criminel de Guaido a été (de nouveau) prouvé de façon concluante.

Bas les pattes ! Combattez la pandémie, pas le Venezuela !

Francisco Dominguez

Article original en anglais :



[US Imperialism's Decomposition Accelerates: Outsourcing 'Regime Change'. Mercenary Incursions into Venezuela](#)

[Public Reading Rooms](#)

*Traduction et note d'introduction Corinne Autey-Roussel pour Entelekheia*

Illustration : Latuff / MintPress News. Légendes : A gauche, « *Pendant ce temps, sur la Baie des Co... pardon ! au Venezuela* ». A droite, « *Merde ! La vraie vie, c'est pas tout à fait comme Hollywood...* »

Notes et références :

1 *Doble Rueda* est un proche parent de Martha Gonzalez, épouse du déserteur militaire vénézuélien Cliver Alcalá Cordones. Lors d'une interview accordée à des stations de radio colombiennes et dans une vidéo, Alcalá a avoué qu'il préparait une telle attaque en entraînant des mercenaires et en essayant sans succès de faire passer de grandes quantités d'armes au Venezuela ; il s'est rendu à la DEA et est maintenant sous sa protection aux États-Unis ; Alcalá est accusé de terrorisme et de trafic de stupéfiants mais, lorsqu'il a été découvert alors qu'il cherchait à faire passer des armes au Venezuela, il n'a pas été arrêté ni jugé par les autorités colombiennes.

2 <https://actualidad.rt.com/actualidad/352332-agente-dea-bandas-petare-caracas-venezuela> - Un nombre assez important de recherches universitaires et autres montrent de manière persistante des liens étroits entre des sections de la communauté du renseignement américaine (CIA, NSC, DEA, etc) et des trafiquants de drogue, et pas seulement en Colombie. Le cas le plus notoire est l'affaire de l'Iran-Contra, qui, en cherchant à financer illégalement les Contras contre le Nicaragua sandiniste, a amené de hauts fonctionnaires et des agences américaines à collaborer avec des trafiquants de drogue ; des

documents déclassifiés « démontrent la connaissance officielle des opérations de drogue, ainsi que la collaboration avec des trafiquants de drogue connus et leur protection ». « *The Contras, Cocaine, and Covert Operations* », National Security Archive, Electronic Briefing, Book N°2 (<https://nsarchive2.gwu.edu//NSAEPP/NSAEPP2/index.html>).

[On peut ajouter que la Bolivie était un narco-État jusqu'à ce que le président Evo Morales, aujourd'hui destitué par coup d'État, ne chasse la DEA américaine du pays, après quoi le pays a pu reprendre le contrôle de sa production ancestrale de coca simplement en interdisant sa transformation en cocaïne. Depuis le départ forcé de Morales, la DEA est-elle revenue s'installer en Bolivie pour y « lutter contre la drogue » ? Voir [l'article](#) 'La Bolivie a vu une baisse des crimes liés à la drogue après avoir suspendu les activités de la division anti-drogue américaine', décembre 2016. NdT]

3

[https://www.vice.com/en\\_us/article/v7g4d8/venezuela-mercenaries-silvercorp-gordon-goudreau-trump-ally](https://www.vice.com/en_us/article/v7g4d8/venezuela-mercenaries-silvercorp-gordon-goudreau-trump-ally)

4 <https://albaciudad.org/2020/05/contrato-silvercorp-41-paginas-guaido-rendon-goudreau-pdf/>

5

<https://www.elciudadano.com/latino-america/cual-es-la-explicacion-que-dio-la-armada-colombiana-sobre-las-lanchas-incautadas-por-venezuela/05/10/>

6 Voir la vidéo de son interrogatoire où il admet que tuer Maduro était l'une des tâches à accomplir (minute 6:05') – <https://www.youtube.com/watch?v=V3eOrNHfoRQ>

7 Bien que le gouvernement américain ait rituellement maintenu son soutien à Guaidó, c'est un AHS : Agent Humain Sacrifiable.

8 Joshua Goodman, "Ex-Green Beret led failed attempt to oust Venezuela's Maduro", AP, May 1, 2020 (<https://apnews.com/79346b4e428676424c0e5669c80fc310>)

9 'His head wasn't in the world of reality': how the plot to invade Venezuela fell apart, The Guardian, 8th May 2020 (<https://www.theguardian.com/world/2020/may/08/his-head-wasnt-in-the-world-of-reality-how-the-plot-to-invade-venezuela-fell-apart>)

10 Venezuela : Trump nie tout rôle dans l'incursion ratée, BBC, 8th May 2020 (<https://www.bbc.co.uk/news/world-latin-america-52592824>)

11 Lors des élections à l'Assemblée nationale de 2015, M. Guaidó a été élu député de l'État de Vargas avec 97 492 voix ; son mandat prendra fin lors des prochaines élections de l'Assemblée nationale prévues cette année.

12 Le RFA Argus, le Dixmude sont les navires de guerre envoyés respectivement du Royaume-Uni et de France pour aider Trump à couper « les liens entre les narcotrafiquants et le gouvernement Maduro ». <https://www.infobae.com/america/america-latina/2020/04/03/el-reino-unido-anuncio-el-envio-de-un-buque-de-guerra-al-caribe/>

13 Barr est un partisan de longue date de la théorie de [l'exécutif unitaire](#), selon laquelle le président exerce une autorité quasi illimitée sur [l'exécutif](#) du gouvernement américain. [\[1\]](#)[\[2\]](#)[\[3\]](#)

En 1989, Barr, à la tête de l'OLC [Office of Legal Counsel, une branche du Département de la justice des

USA, NdT], a justifié [l'invasion américaine du Panama](#) pour arrêter [Manuel Noriega](#). En tant que procureur général adjoint, Barr a autorisé une opération du FBI en 1991 qui a permis de libérer des otages de la [prison fédérale de Talladega](#). Défenseur influent de politiques de justice pénale plus sévères, Barr, en tant que procureur général, a rédigé en 1992 le rapport « The Case for More Incarceration », dans lequel il plaide pour une [augmentation du taux d'incarcération aux États-Unis](#). [4] [Alors que le pays a le taux d'incarcération le plus élevé au monde, NdT].

Sur les conseils de Barr, le président George H. W. Bush a [gracié](#), en 1992, six officiels impliqués dans l'affaire de l'Iran-Contra.

14 En décembre 1989, 27 000 soldats ont débarqué au Panama pour arrêter l'homme fort Manuel Noriega; les Marines ont tué jusqu'à 5 000 Panaméens ; voir tous les détails dans l'excellent documentaire *The Panama Deception*, de Barbara Trent et du scénariste David Kasper [documentaire primé par un Oscar, NdT]. <https://topdocumentaryfilms.com/the-panama-deception/>

15

<https://www.justice.gov/opa/pr/nicol-s-maduro-moros-and-14-current-and-former-venezuelan-officials-charged-narco-terrorism>

16 <https://colombiareports.com/92-cocaine-seized-us-comes-colombia-dea/>

17 Rapport de la DEA, *L'expansion de la production colombienne de cocaïne contribue à l'augmentation de l'offre aux États-Unis*, août 2017

([https://www.dea.gov/sites/default/files/2018-07/DIB-014-17%20Colombian%20Cocaine%20Production%20Expansion\\_1.pdf](https://www.dea.gov/sites/default/files/2018-07/DIB-014-17%20Colombian%20Cocaine%20Production%20Expansion_1.pdf))

18 En août 2019, le président Trump a annoncé publiquement la décision d'arrêter *Doble Rueda* pour trafic de drogue ; en décembre 2019, la DEA a demandé son extradition vers les États-Unis ; pourtant, il est libre et responsable d'importantes opérations terroristes menées par les États-Unis contre le Venezuela.

19 Voir les annexes à l'Accord général sur les services entre l'opposition vénézuélienne et Silvercorp, Washington Post, 7 mai 2020 -

<https://www.washingtonpost.com/context/read-the-attachments-to-the-general-services-agreement-between-the-venezuelan-opposition-and-silvercorp/e67f401f-8730-4f66-af53-6a9549b88f94/>

La source originale de cet article est [Public Reading Rooms](#)  
Copyright © [Francisco Dominguez](#), [Public Reading Rooms](#), 2020

Articles Par : [Francisco Dominguez](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien

vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)